

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 563 / Mars 2019

# L'ÉCONOMIE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON EN 2018

## Le regain d'activité espéré n'a pas eu lieu

En 2018, l'activité économique de l'archipel s'est essouffée. Malgré une légère reprise en fin d'année, l'économie est marquée par un tassement de l'activité.

Alors que le marché du travail demeure bien orienté et que la croissance des prix à la consommation ralentit, la consommation des ménages fléchit légèrement malgré des crédits à la consommation dynamiques. L'investissement des entreprises se contracte après une dynamique modérée l'an dernier.

Le déficit commercial de l'archipel diminue en 2018. Du fait du ralentissement de la consommation des ménages et du fléchissement de l'investissement des entreprises, les importations sont en baisse. À l'inverse, portées par une reprise de la pêche artisanale durant la deuxième partie de l'année, les exportations de l'archipel sont en progression.

La croissance des actifs financiers des agents économiques continue de ralentir pour la deuxième année consécutive. La répartition montre toujours une préférence des agents pour les actifs liquides. Le financement de l'économie conserve la bonne dynamique de l'an dernier et demeure porté par les établissements hors-place alors que le financement des établissements locaux diminue. Le financement des collectivités locales est dynamique quand celui des entreprises s'inscrit en baisse. La croissance du financement des ménages accélère.

L'activité sectorielle est marquée par la reprise de la pêche artisanale quand la pêche industrielle affiche une baisse de ses prises. Le tourisme est impacté par la baisse de la fréquentation des croisiéristes, malgré une saison plus longue que celle de l'an dernier. Après un mouvement social pendant l'été, le BTP est toujours dans l'attente d'une reprise, notamment par le biais de la commande publique.

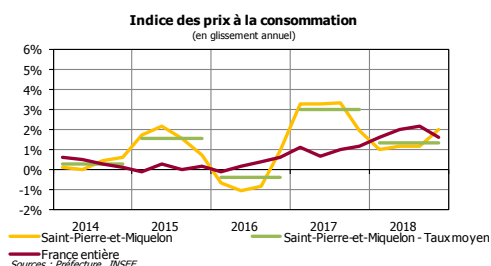
## Une conjoncture économique incertaine

### Décélération de la croissance des prix à la consommation

Après un rebond l'an dernier (+3,0 %, après -0,4 % en 2016), la croissance de l'indice des prix à la consommation décélère en 2018 (+1,3 % en moyenne).

La hausse de l'IPC est en grande partie portée par la hausse des prix des produits manufacturés (+1,6 %) et des prix des produits alimentaires (+1,8 %). L'augmentation des prix des services est modérée (+0,7 %).

La décélération de la croissance des prix à la consommation de l'archipel s'oppose à l'accélération de la hausse des prix observée en France entière (+1,8 %, contre +1,0 % en 2017). Cette différence s'explique en partie par la forte augmentation des prix de l'énergie qui a eu lieu en métropole (+9,7 %), alors que leur croissance a été contenue sur l'archipel (+1,4 %).



## Un marché du travail globalement bien orienté

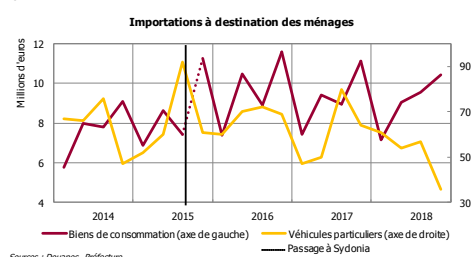
Malgré sa bonne orientation, le marché du travail a été marqué par une dégradation modérée durant la première moitié de l'année 2018 avant de retrouver une orientation favorable en fin d'année. En moyenne sur l'année 2018, l'indicateur de chômage<sup>1</sup> de l'archipel s'élève à 4,9 %, en très légère dégradation sur un an (+0,1 point). Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'inscrit en hausse par rapport à 2017 (+2,5 %) pour s'établir à 157 personnes en 2018. Toutes catégories confondues, le nombre moyen de DEFM s'inscrit en baisse (-1,4 %) pour s'établir à 324 personnes.

Poursuivant la tendance observée l'an passé, le nombre moyen de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité diminue (-9,5 %) passant de 57 personnes à 52 en 2018.

## La consommation des ménages est peu dynamique

La consommation des ménages fléchit en 2018, en dépit de la croissance soutenue des crédits à la consommation.

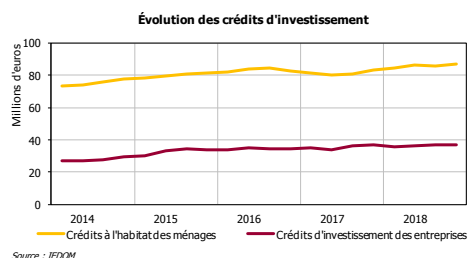
En 2018, les importations de biens de consommation des ménages se contractent de manière moins forte que l'an dernier (-1,8 %, après -3,7 % en 2017) pour s'établir à 36,3 millions d'euros. Cette contraction est uniquement portée par une diminution des importations de biens non alimentaires (-9,6 %). A contrario, les importations de biens alimentaires sont en hausse malgré un ralentissement (+0,6 %, contre +1,9 % en 2017). Les produits alimentaires représentent 50,2 % (en valeur) des importations à destination des ménages. Les importations de biens durables rebondissent (+2,6 %, après -21,7 % en 2017).



Après 4 années de hausse, les immatriculations de véhicules de tourisme s'inscrivent en baisse depuis deux ans (-13,7 % en 2018 et -11,1 % en 2017). Le nombre total de véhicules de tourisme immatriculés est de 208 en 2018.

En décembre 2018, les crédits à la consommation des ménages conservent une croissance dynamique malgré un léger ralentissement (+7,6 % sur un an, contre 9,1 % au 31 décembre 2017) pour atteindre 21,3 millions d'euros.

## La baisse de l'investissement des entreprises s'affirme



Les importations de biens d'investissement se contractent en 2018 (-12,7 %), après une hausse l'an passé (+2,0 %). Cette diminution est due à la baisse concomitante des importations de biens intermédiaires (-14,7 %, après -10,3 % en 2017) et de biens d'équipement (-11,3 %, après +13,5 % en 2017).

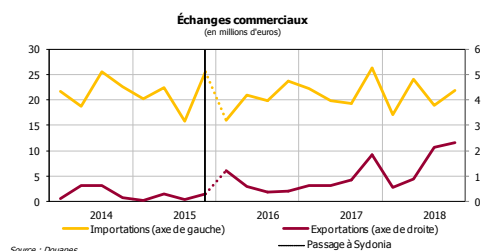
Après le rebond de 2017 (+5,5 %), la croissance des crédits d'investissement des entreprises se tasse en 2018 (+1,0 %). Ce rythme de croissance est le plus faible depuis 2013. Les crédits d'investissement s'établissent à 37,1 millions d'euros.

Le nombre de véhicules utilitaires immatriculé bondit de 29,3 % en 2018 (soit 97 véhicules utilitaires immatriculés).

En 2018, les crédits à l'habitat des ménages retrouvent une bonne dynamique (+4,1 %) après avoir été marqués par deux années de croissance faible (+1,1 % en 2017 et 2016) pour s'établir à 87,0 millions d'euros.

## Contraction des importations et exportations dynamiques

Structurellement déficitaire du fait de l'insularité de l'archipel, le déficit de la balance commerciale diminue cette année (-9,2 %) pour s'établir à 76,0 millions d'euros, en raison d'une contraction des importations et de la croissance des exportations. Le taux de couverture s'améliore (+2,7 points) à 7,2 %.



<sup>1</sup> L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégorie A/population active au dernier recensement (2015) ».

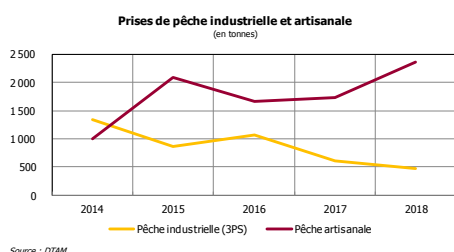
Les importations de l'archipel, en hausse pour la première fois depuis 3 ans en 2017 (+9,0 %), repartent à la baisse en 2018 (-6,5 %) pour s'établir à 81,9 millions d'euros. Cette évolution est portée par une baisse conjointe des importations à destination des entreprises (-12,7 %), des importations de carburant (-4,5 %) et des importations à destination des ménages (-1,8 %).

Poursuivant leur tendance haussière, les exportations de l'archipel sont en nette augmentation (+48,9 % en 2018, après +53,7 % en 2017) pour s'établir à 5,9 millions d'euros. Cette évolution est portée par le dynamisme des exportations des produits de la mer (+58,4 % à 4,2 millions d'euros) et par des exportations exceptionnelles de biens d'équipement (+70,7 % à 1,4 million d'euros).

## Une activité sectorielle mitigée

### Une année à deux vitesses pour le secteur halieutique

En 2018, le secteur de la pêche a connu des difficultés avant de rebondir en fin d'année. L'année a été marquée par le naufrage de deux navires de pêche artisanale et par un imbroglio sur les débarques de concombre de mer. La deuxième moitié de l'année a montré une reprise, principalement portée par la pêche artisanale. Au total, les prises sont en hausse (+14,3 %) à 2 819 tonnes.

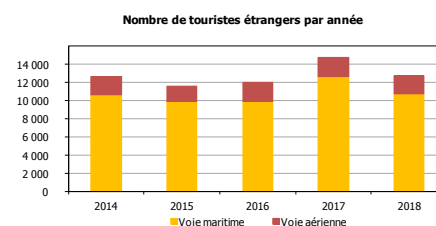


Après le recul de 2016 (-20,0 %), la pêche artisanale connaît une accélération de ses prises en 2018 (+35,7 % contre +4,0 % en 2017) qui atteignent 2 356 tonnes. Depuis 4 ans, les prises sont principalement composées de concombres de mer dont les captures augmentent très fortement cette année (+72,7 % contre +23,9 % en 2017). La part du concombre de mer atteint le niveau record de 87,8 % des prises des pêcheurs artisans. Les prises de crabes des neiges sont multipliées par 4 pour atteindre 3,7 % du total des prises. À l'inverse, les prises de poissons plats<sup>2</sup> sont en baisse (-62,2 %) à 3,8 % du total des prises.

La pêche industrielle dans les zones 3PS et 2J s'inscrit en baisse depuis deux ans (-36,6 % en 2018 après -38,1 % en 2017) pour s'établir à 464 tonnes. Ces variations s'expliquent en partie par le renouvellement de la flotte et des problèmes techniques. En 2018, il n'y a pas eu de pêche dans la zone 2J. En revanche, dans la zone 3PS, la morue et la raie qui étaient les principales espèces pêchées en 2017 (respectivement 89,7 % et 6,9 %) connaissent un fort recul de leurs prises (respectivement -62,7 % et -66,1 %) en 2018. La pêche industrielle s'est concentrée sur d'autres espèces comme le sébaste dont les prises ont été multipliées par 630 pour atteindre 36,1 % du total en 2018. Cependant, la morue représente toujours une grande partie des prises (44,4 %).

### La baisse du tourisme de croisière impacte la fréquentation touristique

Le nombre de touristes étrangers se contracte en 2018 (-13,4 %) après une année 2017 en nette hausse (+23,0 %). Il s'établit à 12 792 visiteurs. Ces variations s'expliquent par une diminution de la fréquentation des touristes de croisière (-37,3 % à 3 788 croisiéristes) et d'affaires (-15,3 % pour 221 touristes). À l'inverse, la fréquentation touristique hors croisiéristes et affaires augmente (+3,7 % à 8 783 touristes).



En 2018, le tourisme de croisière s'inscrit en baisse en raison de la diminution du nombre d'escales (14 escales contre 18 en 2017), mais la durée de la saison des croisières s'est allongée et s'étale désormais d'avril à octobre (7 mois) contre juin à septembre (4 mois) en 2017. Les croisiéristes ont représenté 29,6 % des touristes (contre 40,9 % en 2017). Les touristes étrangers favorisent l'entrée par voie maritime (84,5 % du total des entrées) malgré une baisse cette année (-15,0 %). Les arrivées par voie aérienne s'inscrivent aussi en baisse (-4,0 %).

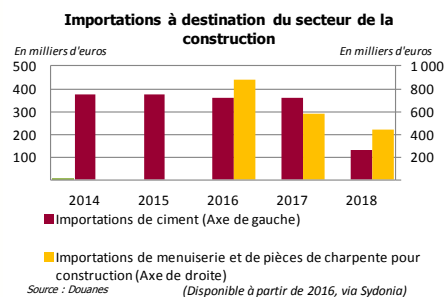
La répartition des touristes étrangers par nationalité, après avoir été marquée par un recul de la fréquentation canadienne, montre que le Canada reste le principal client du tourisme de l'archipel (67,4 % des touristes en 2018 contre 57,2 % en 2017). Les touristes américains sont de plus en plus présents (19,8 % en 2018 contre 17,0 % en 2017). Les touristes d'autres nationalités fréquentent moins l'archipel cette année (12,8 % en 2018 contre 25,8 % en 2017).

<sup>2</sup> Raie, plie, limande et flétan

## Le BTP toujours dans l'attente d'une reprise

En 2018, le secteur du BTP affiche des difficultés à se renouveler. Les importations à destination du secteur sont en baisse : -63,3 % en valeur pour le ciment et -24,4 % en valeur pour les importations de menuiserie et de pièces de charpente pour construction.

Un mouvement de protestation de deux semaines a marqué le mois de juillet 2018. Les professionnels du BTP se sont mobilisés en raison de la commande publique perçue comme insuffisante pour l'année 2018. Cependant, les négociations à venir du futur Fonds européen de développement et du contrat de développement et de transformation pourraient permettre l'émergence de grands projets qui pourraient relancer le secteur.

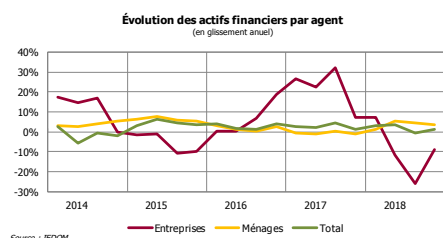


## Fléchissement des actifs & financements venant de l'extérieur

Le secteur bancaire de l'archipel semble toujours marqué par la fusion entre la BDSPM et la CEPAC qui a eu lieu en 2016. L'accumulation d'actifs par les agents locaux continue de ralentir pour la deuxième année consécutive. Les financements des établissements bancaires locaux sont en baisse et la croissance des financements est soutenue, une nouvelle fois, par des établissements hors-place.

### Ralentissement de la croissance des actifs financiers

La croissance des actifs financiers continue de ralentir en 2018 (+1,2 %, après +1,4 % en 2017 et +3,9 % en 2016), elle est portée par les dépôts à vue et les placements de long terme des ménages. Le montant total des actifs déposés est de 232,3 millions d'euros.



La hausse globale est uniquement due à la croissance des dépôts des ménages qui repartent à la hausse (+3,5 %) alors qu'ils avaient décliné l'an dernier (-1,2 %). Ils atteignent 187,1 millions d'euros, soit 80,5 % des actifs totaux (+1,8 point par rapport à 2017). À l'inverse et après deux années de croissance positive (+7,4 % en 2017 et +18,6 % en 2016), les actifs financiers des entreprises décroissent (-8,9 %) pour atteindre 29,3 millions d'euros (12,6 % des actifs totaux, -1,4 point). Sur la même tendance, les actifs des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) s'inscrivent en baisse (-4,6 %) à 16,0 millions d'euros (6,9 % des actifs totaux, -0,4 point), alors qu'ils avaient été en hausse l'an dernier (+21,8 %).

Après s'être inscrits en décroissance l'an dernier (-4,6 %), les placements à long terme sont les moteurs de la croissance des actifs totaux en 2018 (+10,0 %). À l'inverse et malgré le dynamisme des dépôts à vue des ménages (+5,3 %), les dépôts à vue totaux qui affichaient une bonne croissance depuis deux ans (+11,4 % en 2017 et +13,2 % en 2016) s'inscrivent en baisse cette année (-0,5 %). Conservant la même tendance, les placements liquides ou à court terme décroissent, mais le rythme de décroissance ralentit (-1,5 % en 2018, après -3,9 % en 2017 et -7,0 % en 2016). Cependant, la répartition des actifs financiers montre toujours une préférence pour les actifs liquides (78,2 % des actifs totaux) même si les agents cherchent de plus en plus à détenir des actifs de long terme (+1,7 point à 21,8 %) plus rémunérateurs.

### Porté par les établissements hors-place, le financement progresse

En 2018, l'encours total sain des crédits consentis à l'économie conserve la même dynamique que l'an passé (+5,5 % contre +5,4 % en 2017) pour s'établir à 192,9 millions d'euros. Le renforcement du financement par des établissements de crédit non installés localement (ECNIL) se confirme : l'encours des ECNIL a crû de 66,5 % en 2018 (après +105,0 % en 2017) quand celui des établissements de crédit de la place (ECIL) a diminué (-0,3 %, après +0,7 % en 2017). La part des ECNIL s'est renforcée (+5,1 points par rapport à 2017) pour s'établir à 13,8 %, soit 26,6 millions d'euros et celles des ECIL a diminué à 86,2 %, soit 166,3 millions d'euros.

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, les financements accordés aux collectivités locales sont très dynamiques (+21,0 % en 2018, +24,3 % en 2017 et +20,9 % en 2016) pour atteindre 26,9 millions d'euros. Cette hausse est portée par l'augmentation marquée des crédits accordés par des ECNIL (+68,4 %) quand les crédits accordés par les

ECIL sont en baisse (-47,5 %). La part des ECNIL dans le financement des collectivités locales continue de se renforcer en 2018 (+15,7 points par rapport à 2017) pour atteindre 82,2 % à la fin de l'année (contre 36,4 % en 2016).

En 2018, pour la première fois depuis 2010, les financements accordés aux entreprises s'inscrivent en baisse (-1,8 %) pour s'établir à 47,7 millions d'euros, alors qu'ils affichaient une croissance supérieure à 6 % depuis 3 ans. Les crédits à l'habitat et les crédits d'exploitation des entreprises affichent une nette baisse (respectivement -13,2 % et -9,0 %). Après un rebond l'an dernier (+5,5 %), le financement de l'investissement marque un net ralentissement en 2018 (+1,0 %). Les crédits d'investissement représentent la majeure partie des crédits des entreprises (77,8 %). La croissance des crédits d'investissement n'est portée que par les crédits des ECNIL (+44,5 %) alors que les financements des ECIL sont en baisse (-1,8 %).

La part des ECNIL dans le financement des entreprises continue de se renforcer (+2,1 points par rapport à 2017) pour s'établir à 6,7 % alors que leur part était de 1,4 % en 2016.

Les ménages sont les agents économiques qui participent le plus à la hausse de l'encours total. La croissance de leur encours accélère (+4,8 % en 2018, contre +2,5 % en 2017 et +0,3 % en 2016) du fait, en grande partie, de la reprise des crédits à l'habitat des ménages dont la croissance était faible depuis deux ans (+4,1 % en 2018 contre +1,1 % en 2017 et 2016). Les crédits à la consommation conservent une bonne dynamique (+7,6 %) malgré un léger ralentissement. L'encours total des ménages s'établit à 108,3 millions en 2018, détenu à 98,8 % par les ECIL.

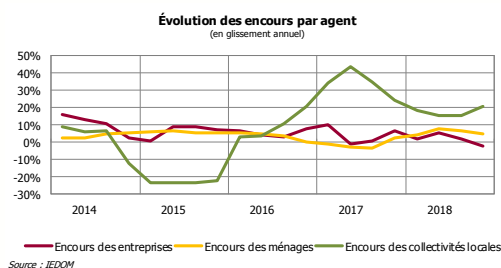
En décembre 2018, le taux de créances douteuses des établissements locaux, faible sur l'archipel, affiche une diminution (-1,3 point à 1,8 %). Le taux de provisionnement des banques locales progresse (+9,9 points), pour s'établir à 69,6 %.

## 2019, une année pour rebondir ?

Malgré un contexte économique régional dynamique et un retour progressif des politiques monétaires conventionnelles en Amérique du Nord, l'activité économique de Saint-Pierre-et-Miquelon se heurte à de nombreuses incertitudes. La consommation des ménages, moteur de l'économie, fléchit en dépit d'un marché du travail bien orienté et d'une décélération de la croissance des prix à la consommation. L'investissement des entreprises diminue et leurs financements sont en baisse pour la première fois depuis 8 ans. À l'inverse, le financement de l'investissement des collectivités locales est dynamique, ce qui accroît la dépendance de l'économie de l'archipel au secteur public.

L'archipel se heurte à plusieurs contraintes structurelles qui rendent difficile l'émergence de projets privés : un déclin lent et durable de la population, un marché local étroit, de faibles économies d'échelle possibles et une difficulté des employeurs à trouver une main-d'œuvre en adéquation avec leurs besoins. Malgré les capacités d'intervention contraintes de l'État et des collectivités dans l'économie locale, la puissance publique est à l'initiative de nombreux projets locaux notamment dans le secteur touristique, des transports, ou des télécommunications.

Mais, l'intervention de l'État et des collectivités permet d'orienter l'économie vers la définition d'un modèle de croissance durable. Aujourd'hui, les politiques publiques dessinent les contours d'une ouverture de l'archipel sur son environnement régional, à travers le tourisme, notamment. Malgré les incertitudes de la fréquentation touristique, tributaire des conditions météorologiques et d'une bonne coordination des acteurs, le développement de ce secteur peut permettre de stimuler l'économie dans son ensemble et d'apporter de la richesse de l'extérieur.



Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : H. MARION  
Rédaction : C. VULIN  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2019 – Dépôt légal : mars 2019 – ISSN en cours